

Compte-rendu

Quel avenir pour notre télé?



Cher voisin, chère voisine,

J'ai le grand plaisir de vous transmettre les commentaires et réflexions des Longueillois et des Bouchervillois réunis à l'occasion d'une rencontre citoyenne sur l'avenir de la télévision, tenue en février 2014.

La rencontre – intitulée « **Quel avenir pour notre télé ?** » et que j'ai eu le grand plaisir d'animer – a réuni une cinquantaine de personnes, de tous âges et d'horizons divers. La quasi-totalité des participants ont pris parole au cours de deux heures franchement passionnantes d'échanges et de débats. Avec ce document, je m'assure de transmettre le contenu de ces échanges au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, pour alimenter son chantier sur l'avenir de la télévision actuellement en cours.

Force est de constater que les commentaires entendus ne sont pas ceux de consommateurs ou de spectateurs, mais d'abord ceux de citoyens très interpellés par les enjeux – culturels, économiques,

technologiques, industriels, linguistiques – autant d’actualité que d’avenir.

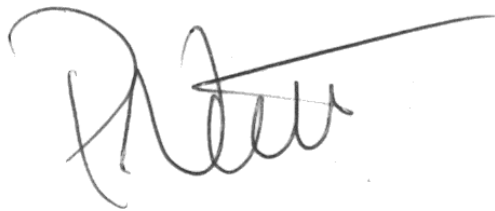
Parmi les enjeux évoqués, mentionnons le passage aux nouvelles technologies, les différences générationnelles, le coût des forfaits pour les citoyens moins nantis, les emplois dans l’industrie de la télé, les contributions des nouveaux diffuseurs à notre écosystème culturel, la réglementation, Radio-Canada et la diffusion publique, la télé locale, la présence du contenu québécois et francophone dans les médias traditionnels et nouveaux.

Le but de ce document est de transmettre les réflexions des citoyens de Longueuil—Pierre-Boucher réunis à cette occasion, à l’écrit et sans filtre, à l’ensemble des citoyens et au CRTC. Évidemment, il n’est pas question dans ce document d’une prise de position de ma part ou de la part de ma formation politique ; plutôt, on a cherché ici à synthétiser – de la manière la plus fidèle possible – la qualité et la diversité des opinions exprimées.

Afin de pouvoir rapporter les propos des participants, l’évènement a été enregistré en vidéo, des notes ont été prises par écrit et les commentaires ont été gazouillés par mon équipe (avec le mot-dièse #parlonstélé). Ce recours à Twitter a inspiré d’autres commentaires, retweets et échanges en ligne.

Un débat qui continue... à nous tous d’écrire la suite.

Bonne lecture !

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Pierre Nantel', with a long horizontal stroke extending to the right.

Pierre Nantel
député fédéral de Longueuil—Pierre-Boucher

Quel avenir pour notre télé?



À l'ère d'internet,
la télé québécoise perd ses frontières.

Comment protéger et valoriser
un contenu d'ici, qui nous ressemble ?

Le 19 février, faut s'en parler.

Mercredi 19 février, 17h30 à 19h30
150 rue Grant (Vieux-Longueuil). Bienvenue à tous !

INFOS & RSVP :

www.pierrenantel.org/télé



[facebook.com/PierreNantelINPD](https://www.facebook.com/PierreNantelINPD)



twitter.com/pierrenantel



[youtube.com/PierreNantelINPD](https://www.youtube.com/PierreNantelINPD)

Pierre Nantel

député de Longueuil—Pierre-Boucher

450.928.4288 // www.pierrenantel.org

Rencontre citoyenne :

Quel avenir pour notre télé ?

Compte-rendu

Auditoires et technologies

Au centre des échanges sur les nouvelles technologies, la question générationnelle. Les plus jeunes dans l'assemblée parlent d'une révolution, d'une table rase sur le plan de leur consommation de la télé – jusqu'à ne plus utiliser le mot « télé » lorsqu'il est question de contenu audiovisuel en ligne. Leurs aînés se questionnent davantage sur ce changement qu'ils ne voient pas comme « inéluctable ».

- Une différence générationnelle majeure : « attendre » pour regarder son émission préférée, parmi un horaire fixe, versus les contenus sur demande qui caractérisent l'offre sur Internet. « *Pour les jeunes, il n'y a plus d'attente !* »
- Un des membres plus jeunes de l'auditoire l'exprime ainsi : « *J'écoute mes émissions sur Internet (...) Je crois que la télé est vouée à disparaître.* »
- Pour un autre participant qui se dit « *entre deux générations* », cette « *façon de regarder la télé [traditionnelle], ça disparaît. Au travail, la plupart de mes collègues, on se désabonne de Vidéotron et de Bell. On s'abonne à Netflix, à Tou.tv, on regarde sur une Playstation, un ordinateur.* » La solution, pour éviter au contenu canadien de se perdre dans la grandeur d'Internet, serait que « *tous les producteurs [d'ici] s'assemblent pour avoir un portail convivial, pour faire face à Netflix* ».

- La question générationnelle est présente aussi lorsqu'on parle du doublage, qu'un des plus jeunes dit fuir à l'instar de ses contemporains. « *Plus personne [parmi les jeunes] n'écoute de traductions, on préfère les versions originales... et c'est une bonne chose! C'est peut-être même une occasion de faire davantage de contenu original nous-mêmes [au Canada].* »

Les nouvelles technologies sont accueillies autrement par un certain nombre de participants :

- « *J'aime m'asseoir devant ma télé. Je suis devant un ordinateur toute la journée, alors pour moi la télé c'est important* » dit une participante qui a pris le temps d'explorer l'offre du service Tou.TV de Radio-Canada, avant de conclure qu'il s'agissait « *surtout de reprises* » de ce qui est joué à la télé. « *La télé garde son auditoire* » et reste le médium pour lequel les émissions sont majoritairement produites. Conclusion : « *ce qui se passe à la télé, c'est vraiment important pour moi* ».
- Une autre citoyenne témoigne de son attachement à une large variété d'émissions – particulièrement des émissions d'information – et aux chaînes qui lui sont offertes via la télé traditionnelle (elle cite la télé de Radio-Canada, RDI et ARTV parmi ses choix de prédilection). Elle précise qu'elle enregistre un grand nombre d'émissions pour les regarder plus tard.
- Quant aux nouvelles technologies, elles peuvent soulever aussi parfois des craintes, comme en témoigne un jeune citoyen qui dit s'inquiéter pour l'augmentation importante du recours aux ondes et à la « *distribution sans fil* », phénomène qu'il voit prendre de l'ampleur dans le monde. Il souhaite qu'il y ait bientôt une « *révision des normes de sécurité au Canada concernant l'usage des radiofréquences* », compte tenu de ce phénomène.

Les grands oubliés du débat public sur l'avenir de la télé et les nouvelles technologies, ce sont le plus souvent les citoyens les plus démunis.

- « *Le coût des forfaits* » est un problème pour un segment important de la population. Il s'agit d'un « *public plus démuné qui a donc moins accès à l'information* », déplore la directrice générale d'un organisme communautaire à Longueuil, la Maissonnette Berthelet.

Règlementation, financement et fiscalité

« *Ce qui se dessine, c'est un nouveau modèle d'affaires* » lance un citoyen, faisant écho à un sentiment – partagé par plusieurs convives – qu'on n'arrivera pas à régler les problèmes nouveaux de sitôt.

Parmi les quelques participants qui sont des travailleurs dans le milieu de la télé, l'urgence est plus manifeste, surtout lorsque la situation se mesure en nombre d'emplois. « *On ne peut pas être contre les changements. On est dans une période de transition. Le marché va se stabiliser. (...) Il faut trouver une réglementation qui protège nos acquis. On a développé quelque chose de très important – qui implique de nombreux emplois – qu'on ne doit pas perdre.* »

Fiscalité et redevances

- Plusieurs participants ont insisté sur ce qu'ils perçoivent comme une « *urgence* » : celle de régulariser la « *fiscalité* » au Canada des diffuseurs sur Internet, et de régler les redevances et la contribution à l'industrie de ce genre d'entreprises, par exemple via le Fonds des médias du Canada.

« *On regarde passer la parade, mais on n'embarque pas dedans – et on se fait manger la laine sur le dos, d'après une travailleuse dans l'industrie de la télévision. Des plateformes s'installent au Canada sans que l'on demande de redevances... paradoxalement, les snowbirds en Floride sont privés de nombreux contenus canadiens.* »

- Les « *millions de dollars en profit par année* » réalisés par « *les propriétaires des chaînes, les câblodistributeurs* » et autres acteurs de l'industrie sont évoqués quand il est question d'une participation accrue dans le financement du contenu d'ici. Mais « *c'est tout un système qui n'est pas évident à changer* ».
- « *Il faut revoir les modèles d'affaires* », notamment en accordant des fonds « *aussi aux télé généralistes* ».

Règlementation

- L'intégration verticale de plus en plus importante « *entre le producteur, le diffuseur et le télé distributeur* » est une menace dont il faut prendre note, car elle met en doute « *la survie des chaînes spécialisées vis-à-vis des grand conglomérats.* »

- Un participant reproche au CRTC de ne pas avoir été « consistant » : « le CRTC est responsable de ses décisions, et des exceptions qu'il a données aux uns et aux autres », par exemple, lorsqu'il « a permis à TQS de ne plus diffuser de nouvelles locales ».
- Le progrès culturel et technologique n'est pas inéluctable, selon un autre citoyen qui aimerait qu'on cesse « d'accepter en tant qu'évidences (...) les changements technologiques ». « Moi ce que j'aimerais demander au CRTC c'est d'avoir un regard critique (...) Ces changements technologiques ne sont pas nécessairement des progrès. »

Vu la rentabilité parfois difficile du contenu d'ici, il faut faire des « aménagements à travers la réglementation, [de manière à ce que] les gens qui choisissent le contenu francophone puissent le faire », même si c'est plus cher ou qu'il y a davantage de publicité. Il faut « des décisions politiques » pour y arriver.

- Il faut « légiférer l'Internet », exprime un artisan de la télévision et représentant syndical qui représente les employés d'un réseau privé. Il illustre la position actuelle du CRTC comme étant la « non-ingérence, non-indifférence ».

« On ne comprend pas la bête et on ne comprend pas ce qu'on doit en faire. De dire que Netflix ne peut pas être contrôlé, je ne suis pas d'accord. »

- Plusieurs participants évoquent la nécessité de revoir le calcul des cotes d'écoute à la télé pour mieux intégrer les nouvelles technologies au marché de la télévision : les « calculer autrement ». « On ne peut plus isoler les cotes d'écoute » au seul écran télé.

Financement public

- Le même travailleur de la télévision insiste sur le besoin d'un « financement public et d'une réglementation pour soutenir la culture canadienne. L'économie culturelle et audiovisuelle en dépend » ; à preuve, l'entrée des produits culturels américains dans les chaumières.
- Il y a urgence de parler du financement, plus largement, quand on constate l'offre immense et grandissante de contenus gratuits – et que toute une génération est désormais habituée à un contenu gratuit. « Comment payer pour ça ? » : c'est la question qui est posée lorsqu'on évoque la mise en valeur du contenu original d'ici, en concurrence avec celui d'ailleurs.

« La télé généraliste peut [avoir une forte présence sur Internet], mais la télé spécialisée ne peut pas se permettre de rediffuser gratuitement son contenu en ligne. »

- Un participant dénonce le discours de la rentabilité de l'investissement en culture, en donnant l'exemple de Postes Canada. « Ils se demandent si on doit livrer du courrier, si c'est rentable... peut-être que la question ne se pose pas. »

« La culture, ça doit être financé (...) C'est un service, un point c'est tout. Ça va coûter quelque chose, alors on accepte de payer pour. »

- Les crédits d'impôts sont une forme de financement qui fait « vivre la production ». Encourager le contenu francophone est certes important, mais il ne faut pas oublier « les coproductions, particulièrement dans le domaine des effets visuels » dans lequel se spécialisent de nombreuses entreprises québécoises qui contribuent aux productions anglophones. « Donner plus aux francophones et moins aux anglophones, ça peut aussi avoir l'effet de nuire aux industries du Québec » et à un grand nombre de travailleurs, sans parler de la production de contenu original anglophone au Québec.

Contenu

Télé locale, information locale

- « Avec Internet, la télé est devenue internationale. Or, l'information locale est très importante, moins valorisée par les plateformes mondiales telles que Netflix et Youtube. Il ne faut pas que le CRTC oublie cet aspect, insiste-t-on : La télé locale est d'ailleurs créatrice d'emplois. »
- Le rôle des médias communautaires est souligné à plusieurs reprises par les participants. Par ailleurs on rappelle que le terme « local » s'interprète de différentes manières, et exige un regard critique sur le plan réglementaire. « Les télévisions communautaires étaient historiquement du domaine des fournisseurs. Mais pour les fournisseurs, le local, c'est à l'échelle de la province... »
- Ce même participant qui nous a avoué ne jamais regarder la télé traditionnelle, et qui reçoit tout son contenu via Internet, exprime toutefois des réserves. Il considère que la télé communautaire est « importante » pour « préserver le local ».

« L'enjeu est de préserver le local sur le web » -- d'où sa question : « est-ce que la télé

communautaire sera sur Internet ? »

- Le « *problème du web* » est en effet le « *manque d'un lien géographique* ».

Malgré que « l'Internet devient l'alternative "en parallèle" de la télé "grand public", (...) pour un diffuseur de la télé, le défi est d'aller chercher le public local, alors que le web nécessite que l'utilisateur fasse l'effort d'aller chercher son contenu ».

- Internet et les applications mobiles bousculent la réglementation et le lien local dans d'autres domaines, comme le soulève un participant, qui y voit « *l'avenir de la radio* » : « *actuellement, avec un téléphone intelligent, je peux écouter 65 000 postes de radio du monde entier.*
- Alors : « *comment rejoindre le jeune, pour un diffuseur local?* » La question se reformule : comment aller chercher cet auditoire qui se désintéresse de la télé pour faire d'Internet sa première source d'information, de divertissement audiovisuel. « *Le concurrent américain, lui, le sait comment. [Ici,] on est toujours un peu en retard sur la réalité* » lance un citoyen, soulignant par exemple l'usage des notifications par téléphone par les diffuseurs aux États-Unis.

Service public et chaînes privées

- « *Il n'y a presque plus de contenu original produit au Canada, particulièrement du côté anglophone* » à CBC/Radio-Canada, déplore une citoyenne qui manifeste sa grande inquiétude concernant les compressions au diffuseur public.

« Les documentaires, les analyses » font partie des formats d'émissions qu'elle voit disparaître au profit « de l'entertainment, du show ».

« Ça m'inquiète beaucoup qu'ils ont tellement coupé les budgets de Radio-Canada ».

- D'ailleurs, un participant déplore le manque d'accès à un plus large éventail de services du diffuseur public -- le nombre grandissant de services réservés aux abonnés – dont il aimerait pouvoir bénéficier alors qu'il s'agit du service public.

Il fait ailleurs le constat d'un investissement mal placé – les crédits d'impôt et autres appuis publics accordés aux diffuseurs privés – lorsqu'il dénonce, avec virulence et non sans quelques mots salés, « *un financement public des diffuseurs privés, pour une programmation médiocre ou qui n'est pas dans l'intérêt public* ».

Ce même citoyen dit souhaiter davantage d'émissions consacrées à l'actualité nationale et internationale, et souhaite voir une meilleure couverture des enjeux propres à d'autres régions du Canada.

- Un autre citoyen a tenu à critiquer la qualité de la grille horaire des chaînes spécialisées qu'il reçoit en tant qu'abonné au câble. Il soulève particulièrement la répétition des émissions « *parfois cinq ou six fois dans la semaine* ».

Spécificité et présence de la culture québécoise, de la culture francophone

- Un citoyen lance « *un message pour le CRTC* » concernant l'arrivée des nouvelles plateformes : « *Pourriez-vous, s'il-vous-plaît, tenir compte du fait qu'il y a une population francophone qui cherche à voir sa culture survivre.* »

La télé, la radio et les médias traditionnels sont des médias « *qui font rayonner* » notre culture et qui « *ne la freinent pas, parce qu'elle n'y est pas trop diluée à travers d'autres offres* ».

Que ce soit en direct, en différé, sur un téléphone mobile ou autrement, « *la survie de notre culture ne sera jamais rentable ; elle ne se soumettra jamais à un modèle d'affaires classique.* »

- Inversement, « *il y a une écoute du CRTC pour la promotion du contenu francophone* » affirme un citoyen qui œuvre dans l'industrie de la télévision. Il donne en exemple l'ouverture prochaine de la chaîne UNIS de TV5 Québec Canada, qui sera une nouvelle plateforme accessible aux producteurs de Moncton, de Toronto et de Vancouver.
- Il faut « *plus de production dans le monde francophone, encourager la coproduction francophone [internationale] en partageant les coûts* ».
- Enfin, place à l'optimisme. " *On a jamais fait de la meilleure télé au Québec qu'aujourd'hui, avance un participant. "On est un petit pays dans le monde, mais qui fait le meilleur contenu !"*

Pendant ce temps, sur Twitter...

🐦 "Mes enfants ne regardent plus la télé, mais la télé sur web. Besoin 2 décisions politiques pr + de contenu franco" dit un père #Parlonstele

🐦 "On est le plus petit pays au monde qui fait le meilleur contenu!" #Parlonstele

🐦 "On a jamais fait de la meilleure télé au Québec qu'aujourd'hui" #Parlonstele

🐦 mise en bouche via Youtube et le prof Luc Dupont : "on ne parlera pas de tele mais d'un carrefour de plateformes" #parlonstele

🐦 "Difficile ce soir de tracer des lignes, comme les technologies et la télé sont en chamboulement" #Parlonstele

🐦 bons échanges (parfois francs!): télé auj (coût, diversité) et future (perte de contrôle sur le contenu) #Parlonstele
pic.twitter.com/jBJJBwwlhJ



🐦 Autre sujet très central: la télé communautaire. "Historiquement du domaine des distributeurs" dit (ou déplore?) un citoyen #parlonstele



Médias communautaires : nous sommes choyés sur la #rivesud : TVRS (télé) et le journal indép Point Sud #parlonstele



Le forum citoyen sur l'avenir de la télé ce soir se déroule là où ont été tournées des scènes de Annie et ses hommes! pic.twitter.com/Wi81F4zPlz



"Je crois que la télé est appelée à disparaître" dit un citoyen dans la vingtaine.
#parlonstele



Consultations du député #NPD @pierrenantel sur #Parlonstele du @CRTCfra : de belles idées, de beaux débats. Parlons culture!



un citoyen dit au CRTC: "tenez compte qu'un petit peuple franco veut promouvoir son contenu, veut survivre!" #applaudissements #Parlonstele



"Ce qui se dessine, c'est un nouveau modèle d'affaires" #parlonstele



Ce fut une soirée fort intéressante. Le niveau des interventions étaient très impressionnant. Bravo ! :-)



La télé s'écoute différemment au contraire RT "Je crois que la télé est appelée à disparaître" dit un citoyen #parlonstele